



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1405

6 septembre 2019

- **Troisième période de pénurie de produits pétroliers en 9 mois**
- **Éducation : Actions de protestation enseignante, à l'occasion de la rentrée officielle des classes du lundi 9 septembre 2019**
- **L'inaction des autorités judiciaires bloquerait le dossier du massacre de La Saline déjà soumis à la CIDH, selon les avocats des victimes**
- **Migration : De vrais programmes socio-économiques pour encourager les Haïtiens à rester en Haïti, souhaite la plateforme GARR**

>> Troisième période de pénurie de produits pétroliers en 9 mois

A quelques jours de la rentrée officielle des classes, le lundi 9 septembre 2019, la république d'Haïti connaît sa troisième période en 9 mois, de pénurie de produits pétroliers, après celles de février et d'avril 2019. Malgré un début de réapprovisionnement des stations-service dans la soirée du 4 septembre 2019, de longues files de personnes et de véhicules continuent d'être enregistrées, en attente de trouver des produits pétroliers. Il en est résulté des mouvements de protestation, avec des barricades de pierres et de pneus usagés enflammés, de citoyens en colère contre ce qu'ils qualifient de « problème de gestion » chez les autorités. Notre vocation « n'est pas de rationner les produits pétroliers, mais plutôt d'assurer l'écoulement des produits dans une ambiance harmonieuse », réagit l'Association des Professionnels du Pétrole (APPE), dans un communiqué rendu public le mardi 3 septembre 2019. « Garder ces produits aussi volatiles en stock ne saurait être d'aucun intérêt », affirme l'APPE, tout en soulignant combien les importateurs sont tenus d'honorer leurs dettes envers leurs fournisseurs respectifs, que les produits soient vendus ou non. L'APPE critique les diverses interprétations attribuées à la rareté des produits pétroliers sur le marché national. Depuis plusieurs semaines, la rareté de produits pétroliers occupe une place centrale dans les débats publics. Il s'agirait de rationnement au niveau des stations-service, a avancé le directeur du Bureau de Monétisation des Programmes d'Aide au

Développement (BMPAD), qui dément toute rareté du carburant sur le marché local. Des chauffeurs de taxis-motos et d'automobiles ont dénoncé les stations-service, qui feraient en sorte de stocker les produits pétroliers, afin de les revendre à des prix exorbitants. Des embouteillages considérables et parfois des dérapages ont été constatés cette semaine dans les rares stations-service qui desservent les clients en produits pétroliers. « Depuis un an l'État a cessé le prélèvement des taxes sur l'importation. Ce qui a transféré le poids de la subvention aux importateurs et assèche, par conséquent, la trésorerie des importateurs », explique l'APPE. Tout en appelant les autorités à s'acquitter de leurs dettes envers les importateurs, l'APPE exige la mise en place de mesures sécuritaires, pouvant redonner confiance aux transporteurs. Jusque dans la soirée du 4 septembre 2019, des chauffeurs et transporteurs ont observé un arrêt de travail, en vue de réclamer des mesures sécuritaires dans leur travail. « Nous n'accepterons pas de payer une gourde de plus sur les prix des produits pétroliers », a averti le regroupement *Konbit òganizasyon politik, sendikal ak popilè yo*. Assimilant cette pénurie à une décision programmée par l'État haïtien pour augmenter les prix des produits pétroliers à la pompe, [le regroupement politique invite la population à renforcer la mobilisation populaire contre la rareté des produits pétroliers contre la cherté de la vie, contre l'insécurité et contre le pouvoir en place.](#)

>> Éducation : Actions de protestation enseignante à l'occasion de la rentrée officielle des classes du lundi 9 septembre 2019

La plateforme des syndicats d'enseignants haïtiens projette d'organiser une mobilisation, dite « multiforme », à l'occasion de la rentrée officielle des classes prévue le lundi 9 septembre 2019. Cette mobilisation « multiforme », qui comprendra des sit-in, marches et manifestations, s'élèvera contre le manque d'engagement de l'État dans le système éducatif haïtien, indique Magalie Georges de la Confédération Nationale des Educatrices et Educateurs d'Haïti (CNEH). « Des élèves s'assoient sur des pierres. Des écoles ne disposent pas d'eau, ni de toilettes à travers le pays », déplore la CNEH, qui invite les journalistes à visiter les écoles pour constater dans quelles conditions l'apprentissage est fait aux écoliers. La CNEH réclame l'application du statut particulier du personnel enseignant afin d'établir une grille salariale pour les enseignants. Les éducateurs reçoivent le même traitement (même niveau de salaire, notamment dans le secteur éducatif public), quel que soit leur niveau d'études et d'expérience, qui n'est pas pris en compte dans le système éducatif national. L'État haïtien n'a pris aucune mesure sécuritaire pour accompagner les élèves, les professionnels de l'éducation face à l'insécurité grandissante, fustige

la CNEDH. Depuis plusieurs mois, les actes de banditisme et de criminalité tendent à augmenter sur le territoire national, particulièrement dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, dont Martissant et le Bicentenaire (vers le sud de la capitale), sur fond d'une crise socio-politique et économique. Par ailleurs, « la subvention des livres n'est pas encore disponible dans les librairies. Malgré l'inflation galopante (plus de 19%), les salaires ne sont pas ajustés. Nombreux sont les professeurs qui n'ont pas encore reçu leurs lettres de nomination » (dans le secteur éducatif public), dénonce la plateforme des syndicats d'enseignants haïtiens. Un budget public de 700 millions de gourdes a été prévu pour la subvention des ouvrages scolaires et les dotations pour l'année académique 2019-2020, avait annoncé le titulaire démissionnaire du Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle, Pierre Josué Agénor Cadet. La réouverture des classes sera une catastrophe cette année en raison de la dégradation accélérée des conditions socio-politiques et économiques, préviennent plusieurs syndicats d'enseignants.

>> L'inaction des autorités judiciaires bloquerait le dossier du massacre de La Saline, déjà soumis à la CIDH, selon les avocats des victimes

Le Collectif des défenseurs des victimes du massacre de La Saline, perpétré en novembre 2018, critique l'inaction des autorités judiciaires haïtiennes, qui constituerait un blocage pour ce dossier, déjà soumis à la Commission Interaméricaine des Droits Humains (CIDH). Deux demandes de mesures conservatoires ont été adressées au cours du mois d'août 2019, à la CIDH, à cause des obstacles rencontrés dans ce dossier au niveau de la justice haïtienne. Parmi ces difficultés, figure la décision prise par Fednel Monchéry, directeur général au Ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales (Mict) et Joseph Pierre Richard Duplan, délégué départemental de l'Ouest, de récuser le juge d'instruction, Chavannes Étienne, en charge de cette affaire. Monchéry et Duplan font l'objet d'une interdiction de départ pour leur implication présumée dans le massacre de La Saline. Plus de 70 personnes, dont des autorités étatiques devraient être arrêtées pour « actes répréhensibles » liés à la tuerie au quartier La Saline, recommande une enquête interne de la Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ). Du 5 au 13 juillet 2019, 20 personnes ont été assassinées, 2 personnes ont été portées disparues et 6 autres blessées à La Saline, d'après un autre document du RNDDH. Des démarches sont entreprises auprès d'instances internationales pour faire avancer le dossier, indique le Collectif des défenseurs des victimes du massacre de La Saline. Pour sa part, le Comité des victimes et proches des victimes du massacre de La Saline a déploré l'absence d'accompagnement du gouvernement dans cette affaire. « Depuis le 13 novembre 2018 aucune instance concernée ne nous a approchés », alors que la majorité de la population de la Saline s'est réfugiée au wharf de Jérémie pour fuir la situation chaotique qui règne depuis plusieurs mois dans ce quartier populaire, déplore le comité des victimes et proches des victimes du massacre de La Saline.

>> Migration : De vrais programmes socio-économiques pour encourager les Haïtiens à rester en Haïti, souhaite la plateforme GARR

La plateforme Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR) appelle à la mise en place de vrais programmes socio-économiques, « afin d'encourager les Haïtiens à cesser de risquer leur vie dans des voyages clandestins et incertains en haute mer ». Elle exprime ses inquiétudes face aux conditions dans lesquelles les filles et fils d'Haïti continuent de fuir leur pays en quête d'un mieux-être. Cet appel est lancé suite à l'interception le 25 août 2019 en haute mer, d'une centaine de migrants haïtiens, dont 78 hommes, 15 femmes et 7 enfants, par les autorités bahamiennes. Ces migrants clandestins qui se trouvaient à bord d'une petite embarcation de fortune tentaient d'entrer clandestinement aux Bahamas, [indiquent les autorités de cet archipel britannique](#).